

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Bruz,  
le 15 Juillet 2011



Thierry LEJAY  
Directeur Administratif et Financier

Siège Administratif et Commercial :

Rue Maryse Bastié - Ker Lann - CS 17219 - F-35172 BRUZ Cedex - Tél. +33 (0)2 23 50 12 12 - Fax +33 (0)2 23 50 12 00  
contact@aeschemunex.com - <http://www.aeslaboratoire.com> - <http://www.chemunex.com>

s.a. au capital de 2 362 341,89 € - Siège Social : Route de Dol - BP 54 - 35270 COMBOURG - FRANCE  
R.C.S. : Saint-Malo 331 270 678 - Siret : 331 270 678 000 54 - TVA intracommunautaire : FR01331270678 - Filiale de AES Laboratoire Groupe

Etablissement secondaire : 3 Allée de la Seine - F-94854 IVRY-SUR-SEINE Cedex - Tél. +33 (0)1 49 59 20 00 - Fax +33 (0)1 49 59 20 01

**AES CHEMUNEX SA**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**(Exercice clos le 31 mars 2011)**

**PricewaterhouseCoopers Entreprises**  
18, Avenue Jean Jaurès  
35400 SAINT MALO

**2&2 Audit**  
44 rue de Rennes  
35831 BETTON Cedex

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**(Exercice clos le 31 mars 2011)**

Aux Actionnaires  
**AES CHEMUNEX SA**  
Route de Dol  
35 270 COMBOURG

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société AES CHEMUNEX SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note relative aux immobilisations corporelles et incorporelles de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'activation des frais de recherche et développement générés en interne. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur, la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Saint-Malo et Betton, le 12 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises

Yves Laine

Gwénaél Lhuissier

2&2 Audit

Jean-Christophe Robin

**Bilan**

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/03/2011	Net au 31/03/2010
<b>ACTIF</b>				
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	9 427 338	4 613 281	4 814 058	5 368 740
Concessions, brevets, droit similaire	1 733 573	1 173 284	560 288	518 888
Fonds commercial (1)	847 573	68 225	779 348	779 348
Autres immobilisations incorporelles	5 647 833	1 192 400	4 455 434	2 890 122
Avances et acomptes/Immo.Incorp.				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	6 441	6 269	173	817
Constructions	783 624	83 163	700 461	625 110
Installations techniques, Mat. Outil.	5 386 607	4 477 169	909 438	1 293 594
Autres immobilisations corporelles	3 808 297	2 678 974	1 129 322	895 928
Immobilisations en cours	179 394		179 394	5 129
Avances et acomptes/Imm.Corp.				7 500
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations évaluées				
Autres participations	1 902	1 902		
Créances rattachées à des participants				
Autres titres immobilisés	15 360		15 360	15 843
Prêts	114 362		114 362	100 518
Autres Immobilisations financières	246 236	70 000	176 236	243 868
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>28 198 539</b>	<b>14 364 666</b>	<b>13 833 873</b>	<b>12 745 406</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières & approvisionnements	3 215 109	569 815	2 645 294	2 984 878
En-cours de production (biens et services)	171 175		171 175	853 399
Produits Intermédiaires et fins	6 350 259	793 352	5 556 907	5 236 509
Marchandises				
Avances et acomptes versés/com.	232 530		232 530	393 975
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	22 900 945	144 711	22 756 234	23 030 581
Autres créances	14 453 754	32 473	14 421 280	11 965 930
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	8 402 644		8 402 644	2 484 431
Charges constatés d'avance (3)	1 012 002		1 012 002	800 993
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>56 738 418</b>	<b>1 540 352</b>	<b>55 198 066</b>	<b>47 750 697</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de rembt obligations				
Ecarts de conversion - Actif	126 501		126 501	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>85 063 457</b>	<b>15 905 017</b>	<b>69 158 440</b>	<b>60 496 103</b>
(1) Dont droit au ball				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

**Bilan**

	Net au 31/03/2011	Net au 31/03/2010
<b>PASSIF</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou Individuel	2 362 342	2 362 342
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	727 330	727 330
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	236 234	236 234
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	32 557 000	27 529 000
Report à nouveau	325	464
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>8 442 134</b>	<b>7 327 924</b>
Subventions d'investissement	1 064 911	
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>46 390 276</b>	<b>38 183 293</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	811 938	330 847
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>811 938</b>	<b>330 847</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 251 469	1 866 928
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 294 277	1 130 035
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 009 305	13 054 989
Dettes fiscales et sociales	5 056 830	4 568 057
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	525 085	556 121
Produits constatés d'avance (1)	810 261	805 834
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>22 956 226</b>	<b>21 981 963</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>69 158 440</b>	<b>60 496 103</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	864 347	1 107 958
(1) Dont à moins d'un an (a)	22 091 879	20 874 005
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	31 241	370 877
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

**Compte de résultat**

	du 01/04/10 au 31/03/11 12 mois	du 01/04/09 au 31/03/10 12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises	22 393 164	21 972 039
Production vendue	49 319 727	44 182 190
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>71 712 891</b>	<b>66 154 228</b>
Production stockée	-589 738	223 459
Production immobilisée	3 524 769	3 162 671
Subventions d'exploitation	250 363	15 749
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 647 883	1 493 369
Autres produits	30 435	5 657
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>76 576 603</b>	<b>71 055 133</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	14 469 662	14 935 577
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres appro.	15 098 060	14 915 987
Variation de stock (m.p.)	49 086	-1 215 505
Autres achats & charges externes	13 083 601	12 597 490
Impôts, taxes et versements assimilés	1 236 993	1 193 323
Salaires et Traitements	9 871 705	9 205 404
Charges sociales	3 965 201	3 651 257
Amortissements et provisions	4 239 200	3 679 918
Autres charges	1 787 579	1 939 512
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>63 801 087</b>	<b>60 902 965</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>12 775 516</b>	<b>10 152 169</b>
Quote parts de résultat sur opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	624	960
Autres Intérêts et produits assimilés	353 701	185 560
Reprises sur dépré., prov. et transferts de charges		7 259
Différence positive de change	67 688	100 104
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de plac.		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>422 013</b>	<b>293 884</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements., dépréciations et prov.	196 501	
Intérêts et charges assimilées	70 081	76 628
Différences négatives de change	78 854	67 956
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de plac.		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>345 436</b>	<b>144 584</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>76 578</b>	<b>149 300</b>
<b>RÉSULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>12 852 093</b>	<b>10 301 469</b>

**Compte de résultat**

	du 01/04/10 au 31/03/11 12 mois	du 01/04/09 au 31/03/10 12 mois
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	715	618
Sur opération en capital	222 102	99 193
Reprises sur prov. et dépré. et transferts de charges	260 847	248 000
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>483 664</b>	<b>357 811</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	898	49
Sur opération en capital	348 252	191 377
Dotations aux amortissements., dépréciations et prov.	1 186 243	730 506
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 535 393</b>	<b>921 932</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-1 051 729</b>	<b>-574 121</b>
Participation des salariés	983 468	844 107
Impôts sur les bénéfices	2 374 763	1 555 317
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>8 442 134</b>	<b>7 327 924</b>



**Dossier Financier / 2011**

Période du 01/04/2010 au 31/03/2011

**Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA AES CHEMUNEX

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2011, dont le total est de 69 158 440 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 8 442 134 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2010 au 31/03/2011  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/05/2011 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2011 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999, la loi n° 83-353 du 30 Avril 1983 et le décret 83-1020 du 29 Novembre 1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

- \* Concessions et Brevets : 4 à 5 ans
- \* Constructions : 5 à 10 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 5 à 10 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

## Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.

La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

### Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de matières premières, d'autres approvisionnements et de marchandises sont valorisés au coût moyen pondéré.

Le prix en devises des marchandises importées est converti dans la monnaie de tenue des comptes sur la base du cours moyen du mois de facture. Les stocks d'en cours et de produits fabriqués sont valorisés au coût réel de production comprenant :

- Les composants et consommables de production valorisés au coût moyen pondéré
- Les charges directes et indirectes de production valorisées au coût réel.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

## Faits caractéristiques

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Aucun événement significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

**Notes sur le bilan**

**Actif immobilisé**

Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Frais d'établissement et de développement	8 207 884	1 219 454		9 427 338
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 938 695	3 550 455	1 260 172	8 228 978
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLE</b>	<b>14 146 579</b>	<b>4 769 909</b>	<b>1 260 172</b>	<b>17 656 317</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Terrains	6 441			6 441
- Constructions sur sol propre	664 904	118 720		783 624
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 269 888	187 069	70 349	5 386 607
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 844 388	253 335	14 262	2 083 461
- Matériel de transport	1 056 323	330 346	281 654	1 105 015
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	595 970	142 116	118 265	619 821
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	5 129	179 394	5 129	179 394
- Avances et acomptes	7 500		7 500	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>9 450 548</b>	<b>1 210 980</b>	<b>497 160</b>	<b>10 164 368</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
- Participations évaluées par mise en équivalence				1 902
- Autres participations	1 902			15 360
- Autres titres immobilisés	15 843		483	360 598
- Prêts et autres immobilisations financières	344 387	24 117	7 908	360 598
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>362 132</b>	<b>24 117</b>	<b>8 391</b>	<b>377 850</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>23 959 254</b>	<b>6 005 006</b>	<b>1 765 720</b>	<b>28 198 539</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste	1 217 905			1 217 905
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	27 235	1 210 980	24 117	1 262 332
Apports				
Créations	3 524 769			3 524 769
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>4 769 909</b>	<b>1 210 980</b>	<b>24 117</b>	<b>6 005 006</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste	1 217 905	12 629		1 230 534
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	42 267	484 531	8 389	535 186
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>1 260 172</b>	<b>497 160</b>	<b>8 389</b>	<b>1 765 720</b>

### Immobilisations incorporelles

Le poste "autres Immobilisations Incorporelles" est composé de :

- Concessions, brevets, licences : 1 205K€
- Eléments incorporels AES Canada : 528K€
- Frais de recherche et développement en cours : 5 648K€ (dont 3 377K€ produits sur l'exercice, - 1 218K€ ont été virés au poste "Frais de recherche et développement")

Frais de recherche et de développement

## Notes sur le bilan

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées par l'activation des frais de recherche et développement générés en interne. Les immobilisations incorporelles reconnues à l'actif de notre bilan respectent les critères d'activation introduits par le règlement CRC 2004-D6. Ces critères ne seront pas repris dans cette note.

La valeur d'inventaire des immobilisations incorporelles est constituée des éléments de sous-traitance externe facturée, des consommations internes et des heures valorisées.

La confidentialité nécessaire portant sur les programmes de recherches et de développement empêche la justification et le détail de l'activation des frais réalisée au cours de cet exercice.

Les pôles de recherche concernent :

- L'instrumentation
- La santé animale
- La microbiologie

	Montant Brut	Durée
A nouveaux	8 207 884	5
Acquisitions de l'exercice	1 549	5
Virement de poste à poste (Immobilisations incorporelles en cours)	1 217 905	5
<b>TOTAL FRAIS DE RECHERCHE</b>	<b>9 427 338</b>	

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
SLEL (mail de fusion)			779 348	779 348
SFRI (mail de fusion)			68 224	68 224
<b>TOTAL FONDS COMMERCIAL</b>			<b>847 572</b>	<b>847 572</b>

Dépréciation du fonds commercial : 68 224 euros

Immobilisations corporelles

Immobilisations en cours

Montant des dépenses comptabilisées : 179 394 euros

**Notes sur le bilan**

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Frais d'établissement et de développement	2 839 144	1 774 137		4 613 281
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 060 519	112 901	136	1 173 284
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>3 899 663</b>	<b>1 887 038</b>	<b>136</b>	<b>5 786 565</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Terrains	5 625	644		6 269
- Constructions sur sol propre	39 793	43 370		83 163
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 976 293	562 507	61 631	4 477 169
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 454 575	109 583	14 262	1 549 896
- Matériel de transport	619 848	208 860	237 539	591 169
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	526 331	43 054	31 475	537 910
- Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 622 465</b>	<b>968 018</b>	<b>344 907</b>	<b>7 245 575</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>10 522 128</b>	<b>2 855 056</b>	<b>345 043</b>	<b>13 032 140</b>



## Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	1 601 635	968 018	2 569 653
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles	285 403		285 403
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>1 887 038</b>	<b>968 018</b>	<b>2 855 056</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	136	344 907	345 043
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>136</b>	<b>344 907</b>	<b>345 043</b>

**Notes sur le bilan**

**Actif circulant**

**Stocks**

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
<b>Marchandises</b>				
Marchandises revendues en l'état				
<b>Approvisionnements</b>				
Matières premières	3 215 109	3 264 195		49 086
Autres approvisionnements				
<b>TOTAL MARCHANDISES ET APPRO</b>	<b>3 215 109</b>	<b>3 264 195</b>		<b>49 086</b>
<b>Production</b>				
Produits Intermédiaires				
Produits fins	6 350 259	6 257 773	92 486	
Produits résiduels				
Autres				
<b>TOTAL PRODUCTION</b>	<b>6 350 259</b>	<b>6 257 773</b>	<b>92 486</b>	
<b>Production en cours</b>				
Produits	171 175	853 399		682 224
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
<b>TOTAL PRODUCTION EN COURS</b>	<b>171 175</b>	<b>853 399</b>		<b>682 224</b>
<b>TOTAL PRODUCTION STOCKEE</b>			<b>92 486</b>	<b>682 224</b>

**Notes sur le bilan**

**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 38 727 298 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif Immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations :			
Prêts	114 362		114 362
Autres	246 236		246 236
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	22 900 945	22 900 945	
Autres	14 453 754	14 453 754	
Capital souscrit - appelé, non versé	1 012 002	1 012 002	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>38 727 298</b>	<b>38 366 700</b>	<b>360 598</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	21 750		
Prêts récupérés en cours d'exercice	7 906		

**Produits à recevoir**

	Montant
Clients Fact. A Etablir	100 290
Fournis.Prr A Obtenir	68 058
Org Sociaux Prod A Recevoir	4 268
Debit.Cred.Div.Prod.A Rec	1 987
Banques Prod. A Recevoir	500
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>175 103</b>

## Notes sur le bilan

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	689 818	570 806		1 260 624
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	1 902	70 000		71 902
Stocks	1 300 581	1 363 167	1 300 581	1 363 167
Créances	205 989	20 976	49 781	177 185
<b>TOTAL DEPRECIATIONS</b>	<b>2 198 290</b>	<b>2 024 949</b>	<b>1 350 362</b>	<b>2 872 877</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation		1 384 143	1 350 362	
Financières		70 000		
Exceptionnelles		570 806		

### Capitaux Propres

#### Composition du Capital Social

Les subventions d'investissement reçues sur l'exercice (1 065K€) visent principalement à soutenir les projets de R&D en cours.

Capital social d'un montant de 2 362 341,00 euros décomposé en 429 516 708 titres d'une valeur nominale de 0,0055 euros.

#### Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	464
Résultat de l'exercice précédent	7 327 924
Prélèvements sur les réserves:	
<b>TOTAL DES ORIGINES</b>	<b>7 328 387</b>
Affectations aux réserves	5 028 000
Distributions	2 300 062
Autres répartitions	
Report à Nouveau	325
<b>TOTAL DES AFFECTATIONS</b>	<b>7 328 387</b>

**Notes sur le bilan**

Tableau de variation des capitaux propres

	Début d'exercice	Affectation Résultat N-1	Autres mouvements	Fin d'exercice
Capital	2 362 342			2 362 342
Primes d'émission	727 330			727 330
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	236 234			236 234
Réserves générales	27 529 000	5 028 000		32 557 000
Réserves réglementées				
Report à Nouveau	464	-138		325
Résultat de l'exercice	7 327 924	-7 327 924	8 442 134	8 442 134
Dividendes		2 300 062		
Subvention d'investissement			1 064 911	1 064 911
Provisions réglementées				
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>38 183 293</b>		<b>9 507 044</b>	<b>45 990 276</b>

Dont dividendes distribués : 2 300 062 euros

**Notes sur le bilan**

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	134 700	380 000	64 700		450 000
Garanties données aux clients	196 147	235 437	196 147		235 437
Perles sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		126 501			126 501
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>330 847</b>	<b>741 938</b>	<b>260 847</b>		<b>811 938</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation					
Financières		126 501			
Exceptionnelles		615 437	260 847		

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 22 956 226 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	31 241	31 241		
- à plus de 2 ans à l'origine	1 220 228	355 881	851 401	12 946
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	12 009 305	12 009 305		
Dettes fiscales et sociales	5 056 830	5 056 830		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	3 819 362	3 819 362		
Produits constatés d'avance	819 261	819 261		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>22 956 226</b>	<b>22 091 879</b>	<b>851 401</b>	<b>12 946</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	125 000			
Emprunts remboursés sur l'exercice	631 213			

#### Charges à payer

	Montant
Fournis.Fact.Non Parvenue	752 888
Int.Courus/Emprunt Etab.C	2 772
Banques Interets Courus	5 104
Conges A Payer	856 375
Dettes Prov Rit	107 070
Prov.participat.salaries	983 468
Autres Charg.Pers.A Payer	614 327
Personnel Ndf A Payer	132 066
Org.Soc. Ch./Conges Payes	376 805
Dettes Prov Rit	47 111
Org.Soc. Charges A Payer	324 730
Etat Autres Ch. A Payer	454 906
Clients Rrr&Av.A Accord.	396 154
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>5 053 778</b>

## Notes sur le bilan

### Autres informations

#### Ecart de conversion

Ecart de conversion liés à l'évaluation en monnaie nationale euros d'éléments exprimés en monnaie étrangère

Traitement comptable :

La sensibilité aux risques de marché, de taux et de change ne représente pas un caractère significatif pour la société. En effet, AES CHEMUNEX ne dispose ni d'emprunts et dettes à taux variable, ni de participations en devises ou des contrats de couverture de change significatifs.

	Montant
Ecart de conversion - actifs	126.501,00

#### Effets de commerce

	Montant représenté par des effets de commerce
Avances et acomptes sur immobilisations Immobilisations financières	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	
Avances et acomptes versés sur commandes Créances clients et comptes rattachés Autres créances	242.789
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>242.789</b>
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	
Emprunts Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	803.184
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>803.184</b>

Créances et dettes concernant les entreprises liées



## Notes sur le bilan

Les créances concernant les entreprises liées ou avec un lien de participation se montent à 21 524 806 euros et se répartissent comme suit :

- Clients : 8 232 511 euros
- Autres postes : 13 292 295 euros

Les dettes concernant les entreprises liées ou avec un lien de participation se montent à 5 938 481 euros et se répartissent comme suit :

- Dettes financières : 3 294 277 euros
- Fournisseurs : 2 639 288 euros
- Autres dettes : 4 916 euros

	Entreprises liées	Entreprises avec lien de participation	Montant représenté par des effets de commerce
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	8 232 511		242 789
Autres créances	13 292 295		
Capital souscrit appelé, non versé			
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>21 524 806</b>		<b>242 789</b>
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts convertibles			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	3 294 277		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 639 288		803 184
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	4 916		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>5 938 481</b>		<b>803 184</b>

## Notes sur le bilan

Il n'existe pas de transactions significatives avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Achats de marchandises	645 227		
Locations Immobilières	86 690		
Crédits bails et locations mobilières	65 560		
Entretien, maintenance	57 475		
Publicité, relations publiques	70 616		
Charges diverses d'exploitation	86 433		
<b>TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>1 012 001</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Contrats SAV	807 672		
Autres produits	11 588		
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>819 260</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Chiffre d'affaires

#### Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/03/2011
Réactifs	44 194 514
SAV	3 583 639
Matériel	431 925
Marchandises	21 961 239
Locations	194 755
Formations	117 740
Port	966 220
Divers	262 859
<b>TOTAL CA PAR SECTEUR D'ACTIVITE</b>	<b>71 712 891</b>

#### Répartition par marché géographique

	31/03/2011
France	42 534 674
Union Européenne	21 149 307
Reste du monde	8 028 910
<b>TOTAL CA PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE</b>	<b>71 712 891</b>

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 90 199 euros

## Notes sur le compte de résultat

### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transfert De Charges D'Exp.	44 460	
79111300 - Remboursement Formation	2 000	
79161600 - Rembours.Assurances	59 992	
79162000 - Transferts Charges T	13 610	
79162400 - Rembours Litiges Transport	13 323	
79164100 - Subrog. Sec.Soc	164 137	
	297 521	
Transfert de charges financières		
<b>TOTAL TRANSFERT DE CHARGES</b>	<b>297 521</b>	

### Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les produits financiers : 346 258 euros

### Charges et Produits exceptionnels

#### Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	898	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	182 217	
Autres charges	166 035	
Provisions pour risques et charges	615 437	
Provisions pour dépréciation	570 806	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		715
Produits des cessions d'éléments d'actif		219 786
Autres produits		2 316
Provisions pour risques et charges		260 847

## Notes sur le compte de résultat

### Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
<b>Base de calcul de l'impôt</b>	
Taux Normal - 33 1/3 %	11 164 718
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
<b>Crédits d'impôt</b>	
Crédit recherche	1 435 095
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	4 800
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	4 547
Autres imputations	

Notre charge nette d'impôt sur les sociétés comprend les éléments suivants :

- Impôt au taux normal (33.33%) : 3 721 572€
- Contribution sociale 3.3% : 97 633€
- Crédit d'impôt recherche : - 1 435 095€
- Crédit d'impôt apprentissage : - 4 800€
- Réduction d'impôt mécénat : - 4 547€

### Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	12 852 093	3 053 163	9 798 930
+ Résultat exceptionnel	-1 051 729	-350 576	-701 153
- Participations des salariés	983 468	327 823	655 645
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>10 816 897</b>	<b>2 374 763</b>	<b>8 442 134</b>

## Notes sur le compte de résultat

### Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés de 33 1/3 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 447 261 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Base de calcul
<b>Accroissements de la dette future d'impôt</b>	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse des prix	
Plus-values à réintégrer	
Autres éléments	
<b>TOTAL ACCROISSEMENT DETTE</b>	
<b>Allègements de la dette future d'impôt</b>	
Provisions pour congés payés	
Provisions et charges à payer non déductibles	1 341 783
Autres éléments	
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>	<b>1 341 783</b>
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	

### Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2004, la société SA AES CHEMUNEX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SKIVA, 9, avenue Malignon 75008 Paris.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Charges de l'exercice : 3 809 858 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

## Autres informations

### Evènements postérieurs à la clôture

Il convient de noter qu'un processus de cession de la SAS Skiva, société consolidant nos comptes, est en cours.

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 299 personnes dont 3 apprentis et 4 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	74	
Agents de maîtrise et techniciens	87	
Employés	51	
Ouvriers	87	
<b>TOTAL EFFECTIF</b>	<b>299</b>	

### Droit Individuel à la Formation

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (D.I.F) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à comptabilisation d'une provision sauf situation exceptionnelle.

Le nombre d'heures de formation correspondant au cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice s'élève à 24 063 heures dont 24 063 heures n'ont pas fait l'objet d'une demande des salariés.

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Le détail n'est pas fourni car il serait de nature à identifier la situation personnelle des mandataires.

### Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : SKIVA

Forme : SAS

Au capital de : 13 203 698 euros

Adresse du siège social :  
9 avenue Matignon  
75008 PARIS

**Autres informations**

**Engagements financiers**

**Engagements donnés**

La société a souscrit un contrat en externe pour le versement des Indemnités de fin de carrière.

Au titre de l'exercice clos au 31 mars 2011, la réactualisation du passif nous a conduit à effectuer un versement complémentaire de 7 676€ (valeur du fonds collectif au 31/03/2011 : 304 635€).

Le passif social au titre des IFC s'élève à 304 635€ (dette actualisée à 4.80% chargée à 44% avec une hausse des salaires de 2 % par an, hypothèse départ à 64 ans pour les cadres (62 ans pour les non cadres) et turn over à 5.80% de 15 à 49 ans (puls 3.50%)).

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Total avais et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	1 104 443
Total autres engagements donnés	
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>1 104 443</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



**Autres informations**

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Total avals et cautions	
Total autres engagements reçus	
<b>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</b>	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

**Autres informations**

Crédit-Bail

	Terrains	Construction	Matériel Outillage	Autres	Total
<b>Valeur d'origine</b>	100 000	2 146 043			2 246 043
Cumul exercices antérieurs		615 528			615 528
Dotations de l'exercice		92 583			92 583
<b>Amortissements</b>		708 091			708 091
Cumul exercices antérieurs		1 509 671			1 509 671
Exercice		239 014			239 014
<b>Redevances payées</b>		1 748 685			1 748 685
A un an au plus		230 733			230 733
A plus d'un an et cinq ans au plus		581 404			581 404
A plus de cinq ans		292 306			292 306
<b>Redevances restant à payer</b>		1 104 443			1 104 443
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
<b>Valeur résiduelle</b>					
Montant pris en charge dans l'exercice		211 389			211 389

**AES CHEMUNEX SA**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**(Exercice clos le 31 Mars 2011)**

**PricewaterhouseCoopers Entreprises**  
18 avenue Jean Jaurès  
35 400 SAINT-MALO

**2 & 2 Audit**  
44 rue de Rennes  
35831 BETTON

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**(Exercice clos le 31 Mars 2011)**

Aux Actionnaires  
**AES CHEMUNEX SA**  
Route de Dol  
35 270 Combourg

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

***CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE***

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article R225-38 du code de commerce.

**CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

**Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

**CONVENTION DE REMISE FORFAITAIRE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

Nature et objet : Votre société bénéficie d'une convention de remise forfaitaire de 10% sur le chiffre d'affaires annuel conclue avec la société ADIAGENE à effet du 1er avril 2008.

Cette convention a été autorisée lors du conseil d'administration du 4 juillet 2008.

En raison des marges réalisées, aucune remise ADIAGENE n'a été accordée et donc comptabilisé en produit au titre de l'exercice écoulé.

**CONVENTION DE TRESORERIE**

Nature et objet : Votre société bénéficie d'une convention de trésorerie conclue avec la société AES LABORATOIRE GROUPE à effet du 1er avril 2007.

Cette convention a été autorisée lors du conseil d'administration du 20 Janvier 2007.

Modalités : Cette convention est rémunérée au taux Euribor 3 mois + 1,5 plafonné au taux fiscalement déductible.

Le montant à recevoir d'AES LABORATOIRE GROUPE au titre de l'exercice fiscal 2011 s'élève à 344 271 Euros.

**BAIL DE SOUS LOCATION**

Nature et objet : En vertu d'un acte sous seing privé en date du 21 mars 2003, la société AES LABORATOIRE GROUPE donne en sous-location à la société AES CHEMUNEX un ensemble immobilier à usage d'activités tertiaires, de recherche et développement et de production sis rue Maryse Bastié, zone d'activité commerciale de Ker Lann à Bruz, à compter du 1er septembre 2003 et pour une durée de 12 années.

Modalités : Le montant des loyers comptabilisés en charges au titre de l'exercice écoulé s'élève à 325 278 Euros.

AES CHEMUNEX SA

*Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés*  
*Exercice clos le 31 mars 2011 - Page 4*

---

## CONVENTION D'ASSISTANCE


Nature et objet : Votre société bénéficie de la part de la société AES LABORATOIRE GROUPE d'une convention d'assistance dans le domaine technique, financier, administratif, commercial, comptable, juridique, informatique et la gestion du personnel.

Modalités : En rémunération de ces prestations, votre société a comptabilisé une charge de 1 696 175 Euros au titre de l'exercice clos le 31 Mars 2011.

Fait à Saint-Malo et Betton, le 12 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises

  
Yves Laine

  
Gwenaél Duissier

2&2 Audit

  
Jean-Christophe Robin

**AES CHEMUNEX SA**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN  
APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE  
COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AES  
CHEMUNEX**

**(Exercice clos le 31 mars 2011)**

**PricewaterhouseCoopers Entreprises**  
18 avenue Jean Jaurès  
35 400 SAINT MALO

**2 & 2 Audit**  
44 rue de Rennes  
35831 BETTON Cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU  
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AES  
CHEMUNEX**

**(Exercice clos le 31 mars 2011)**

Aux Actionnaires  
**AES CHEMUNEX SA**  
Route de Dol  
35 270 Combourg

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société AES Chemunex et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion de risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.



**Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

**Autres informations**

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Fait à Saint-Malo et Betton, le 12 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Entreprises

Yves Laine

Gwenaél Thuressier

2 & 2 Audit

Jean-Christophe ROBIN

**AES CHEMUNEX**  
Société Anonyme au capital de 2.362.341,89 euros  
Siège social : Route de Dol  
35270 COMBOURG  
R.C.S. SAINT MALO 331 270 678

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Exercice clos le 31 mars 2011

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 mars 2011 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux comptes et du rapport du Président sur le contrôle interne.

**I – FAITS CARACTERISTIQUES**

**1) SITUATION DE LA SOCIETE DURANT L'EXERCICE ECOULE : Activité et résultats**

Produits d'exploitation :

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011, le chiffre d'affaires s'est élevé à une somme de 71.712.891 euros contre 66.154.228 euros l'exercice précédent, soit une variation de +8,4 %.

Retraité des ventes réalisées au titre de l'ESB (Encéphalie Spongiforme Bovine), le chiffre d'affaires croît de +8,8%.

Les ventes de « réactifs et consommables » ont augmenté de manière plus importante par rapport à l'exercice précédent, avec une évolution de 9,15% (+7,6 % sur la gamme AES laboratoire et +14,3 % sur la gamme CHEMUNEX), du fait notamment d'une progression importante des ventes réalisées à l'export pour la gamme AES et de l'effet positif des installations de machines Chemunex sur l'exercice précédent (réactifs captifs).

Les ventes d'automates ont progressé de 21,3 %. Il convient de noter la forte croissance des ventes de la gamme AES (+19,2%) notamment sur les marchés Export et l'impact significatif de la reprise des investissements au niveau des grands comptes sur la croissance élevée des ventes de la gamme Chemunex (+24,1%).

Les ventes de logiciels font apparaître une croissance de +21,8% : celle-ci s'explique par un effet de gamme complète EviSense lancé fin 2009/10 (totalité des modules disponibles sur



l'exercice clos au 31 mars 2011) comparativement à une gamme partielle disponible sur l'exercice précédent (moins contributrice sur le plan commercial).

Le segment ESB reste stable par rapport à l'exercice précédent (-1,8%).

L'activité de négoce affiche une baisse, de -6,1 %, essentiellement en raison de ventes particulièrement importantes (renouvellement de marchés non-récurrents) réalisées durant l'exercice précédent (effet de base).

Les ventes de services sont en hausse de 12,5%, en corrélation avec la progression des ventes d'automates et suite à un effet-prix favorable (augmentation du prix de vente des pièces détachées Export).

La hausse des ventes des produits annexes s'élève à +46,6% : elle s'explique notamment par une augmentation des frais de port facturés aux clients (en lien avec la progression du chiffre d'affaires global) et par une indemnité de rupture de contrat d'un distributeur, versée sur l'exercice en compensation de l'arrêt de distribution d'une gamme de distribution (produits à faibles marges), à compter de l'exercice prochain.

En termes de répartition des ventes dans le chiffre d'affaires total, l'activité « milieux de culture » reste le principal contributeur avec 48,1 % du chiffre d'affaires (contre 47,7 % sur l'exercice précédent). Compte-tenu de la performance des ventes d'automates, cette activité gagne 2 points de représentativité dans le chiffre d'affaires total. L'activité de négoce est par contre en baisse par rapport à l'exercice précédent (19,1 % au 31 mars 2011 contre 22,1 % au 31 mars 2010). L'exposition de notre société au chiffre d'affaires ESB reste stable, et passe de 3,40 % à 3,01 %. Les ventes de services et autres produits augmentent leur contribution (9,4% contre 8,8% l'exercice précédent).

En termes de répartition géographique, le chiffre d'affaires export (comprenant les ventes au sein de l'Union Européenne) connaît une forte progression et représente dorénavant 41,0% de notre activité globale (contre 36,3 % l'exercice précédent).

En K€	Au 31 mars 2010 (12 mois)	% du CA	Au 31 mars 2011 (12 mois)	% du CA
Réactifs et consommables	31 579	47,7%	34 467	48,1%
Produits de négoce	14 587	22,1%	13 701	19,1%
Automates	10 085	15,2%	12 230	17,1%
Logiciels	1 879	2,8%	2 288	3,2%
ESB	2 248	3,4%	2 207	3,1%
Services	4 832	7,3%	5 435	7,6%
Produits divers	944	1,5%	1 384	1,8%
<b>Total</b>	<b>66 154</b>		<b>71 712</b>	

En K€	Au 31 mars 2010 (12 mois)	% du CA	Au 31 mars 2011 (12 mois)	% du CA
France	42 148	63,7%	42 535	59,3%
Export	24 006	36,3%	29 177	40,70%
<b>Total</b>	<b>66 154</b>		<b>71 712</b>	

Le poste « Autres produits », qui s'établit au 31 mars 2011 à 4.863.712 euros, comporte notamment la production immobilisée pour 3.524.769 euros contre 3.162.671 euros au 31 mars 2010, les reprises de provisions constituées pour 1.350.362 euros, des transferts de charge pour 297.521 euros, des subventions d'exploitations pour 250.363 euros, de la

*Mu<sup>2</sup>*

production stockée pour -589.738 contre 223.459 euros au 31 mars 2010 et des produits divers de gestion courante pour 30.435 euros.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, la marge brute (chiffre d'affaires + production stockée – achats de marchandises et de matières premières corrigés de la variation de stock) au 31 mars 2011 s'établit à 41.506.345 euros (57,9 % du chiffre d'affaires) contre 37.741.626 euros (57,1 % du chiffre d'affaires) au 31 mars 2010. Cette légère progression du taux de marge brute moyen provient principalement d'aménagements positifs dans notre politique commerciale à l'export (impact significatif sur le taux de marge brute des automates).

#### Charges d'exploitation :

Les achats de marchandises (intégrant la variation du stock de marchandises) s'établissent à 14.469.662 euros au 31 mars 2011, contre 14.935.577 euros au 31 mars 2010, ce qui représente une diminution de 3,12 %.

Pour leur part, les achats de matières premières (intégrant les variations de stock) s'élèvent à 15.147.146 euros au 31 mars 2011, contre 13.700.483 euros au 31 mars 2010, soit une progression de 10,56 %.

Globalement, ces deux postes cumulés (29.616.808 euros contre 28.636.060 euros) affichent une hausse de 3,42 %, participant également à la progression du taux de marge brut moyen, du fait d'une augmentation moindre en proportion par rapport au pourcentage de hausse du chiffre d'affaires.

Les charges opérationnelles, correspondant aux autres charges d'exploitation, se sont élevées pour l'exercice à une somme de 34.184.279 euros contre 32.266.901 euros l'exercice précédent soit une progression de 5,94 %.

Les postes les plus significatifs sont :

- Le poste « autres achats et charges externes » qui s'est élevé à 13.083.601 euros contre 12.597.490 euros l'exercice précédent.

Le poste « autres achats et charges externes » comprend notamment les prestations de services à destination des projets de Recherche & Développement (R&D). Il convient de noter ici que les dépenses de sous-traitance R&D sont compensées par le poste « Autres produits » suite à leur immobilisation au bilan pour 1.294.822 euros sur l'exercice contre 1.092.066 euros sur l'exercice précédent.

Corrigé des dépenses de sous-traitance R&D, le poste « autres achats et charges externes » affiche une légère progression de +2,46% (11.788.779 euros contre 11.505.424 l'exercice précédent).

- Le poste « impôts, taxes et versements assimilés » s'élève à 1.236.993 euros contre 1.193.323 euros l'exercice précédent.

- La masse salariale (les salaires et traitements, auxquels sont rajoutées les charges sociales) s'élève au 31 mars 2011 à 13.836.906 euros contre 12.856.661 euros au 31 mars 2010 pour un effectif salarié moyen qui est passé de 287 à 299 personnes. L'augmentation globale de la masse salariale d'une année sur l'autre s'explique pour moitié par la politique salariale de l'entreprise, et pour moitié par les recrutements réalisés. La répartition du personnel par qualification reste relativement stable d'un exercice à l'autre. Il convient de noter ici que la masse salariale R&D est compensée par

le poste « Autres produits » suite à son immobilisation au bilan pour 2.108.308 euros sur l'exercice contre 1.920.252 euros sur l'exercice précédent.

➤ Des dotations ont été comptabilisées au cours de l'exercice :

- dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	1.886.909 euros
- dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	968.148 euros
- dotations pour dépréciations sur actif circulant	1.384.143 euros

➤ Le poste « Autres charges » qui s'élève à 1.787.579 euros représente essentiellement les redevances dues à la holding AES LABORATOIRE GROUPE pour 1.696.175 euros.

Il en ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 12.775.516 euros contre un résultat bénéficiaire de 10.152.169 euros l'exercice précédent (soit une progression de +25,8%).

Le résultat financier s'établit à 76.578 euros (contre 149.300 euros l'exercice précédent) compte tenu notamment :

- de charges financières d'un montant de 345.436 euros provenant essentiellement de dotations aux amortissements, des intérêts sur emprunts, des agios et pertes de changes,
- et de produits financiers d'un montant de 422.013 euros provenant essentiellement des intérêts sur compte-courant et des gains de change.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel négatif à hauteur de 1.051.729 euros au 31 mars 2011, d'un impôt sur les bénéfices à hauteur de 2.374.763 euros (calculé comme si la société ne faisait pas partie d'un groupe) et après prise en compte d'une participation des salariés aux résultats de l'entreprise à hauteur de 983.468 euros, le résultat net comptable s'établit à 8.442.134 euros au 31 mars 2011 contre 7.327.923 euros au 31 mars 2010 (soit une progression de +15,2%).

## **2 ) EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE**

La société a poursuivi de manière normale son processus de développement (commercial, R&D et industriel notamment). Il convient de noter que les efforts portés de manière accrue à la structuration de nos actions et de notre organisation en matière de ventes à l'export et engagés sur l'exercice précédent ont porté leurs fruits sur l'exercice clos au 31 mars 2011.

Nous vous rappelons, par ailleurs, que pour faire suite à une demande des actionnaires de référence de siéger au sein des conseils d'administration des sociétés du groupe, une assemblée générale en date du 15 novembre 2010 a nommé Monsieur Hervé CLAQUIN et Monsieur David MIZRAHI en qualité d'administrateurs en remplacement de Monsieur Thierry LEJAY et Monsieur Frédéric SIMON.

## **3 ) PROGRES REALISES ET DIFFICULTES RENCONTREES**

Au cours de l'exercice écoulé, nous n'avons pas rencontré de difficultés spécifiques autres que celles inhérentes à l'activité de la société.



#### **4 ) EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Le potentiel de croissance du chiffre d'affaires global pour les années futures pourrait retrouver un niveau de l'ordre de +10%, compte-tenu d'une accélération des ventes à l'export (notamment sur les gammes automates AES et Chemunex) et d'une augmentation sensible du parc de machines installées (génératrices de ventes associées de réactifs et de services).

La société va poursuivre son programme de dépenses de R&D et d'investissements industriels afin de soutenir la croissance programmée du chiffre d'affaires.

#### **5 ) EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Depuis la clôture de l'exercice, le Groupe auquel appartient la société AES Chemunex a fait l'objet d'un processus de cession visant à la cession de 100% des titres de la société holding Skiva (tête de groupe) au profit de la société bioMérieux SA (673 620 399 RCS Lyon).

Compte-tenu des éléments en notre possession à la date d'aujourd'hui, cette cession pourrait être effective d'ici fin Juillet 2011.

#### **6 ) ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

La société a poursuivi au cours de l'exercice 2010/2011 ses activités de recherche & développement, en concentrant ses efforts sur l'amélioration des automates et logiciels et sur le développement de nouvelles applications et protocoles d'analyses (milieux de culture et réactifs), répondant en cela aux besoins exprimés directement par ses clients.

#### **7 ) FACTEURS DE RISQUES**

##### **1° - Risques de change**

Les principales sources d'approvisionnement d'AES Chemunex sont en euros. Certains approvisionnements sont effectués en USD : le volume annuel de ces achats est aujourd'hui couvert par le volume de facturation qu'AES Chemunex opère auprès de sa société-sœur AES Chemunex Inc (USA), en tant que distributeur des produits AES Chemunex aux USA. Concernant certains autres achats effectués en monnaie étrangère autre que USD, ceux-ci sont jugés non-significatifs et ne justifient pas la mise en œuvre d'une couverture de change appropriée.

##### **2° - Risques technologiques**

Les investissements en Recherche & Développement sont garantis par le dépôt des brevets et marques sur tout le territoire européen et dans divers pays en fonction des besoins de commercialisation (Etats-Unis,...). Les partenariats passés avec des sociétés ou organismes de recherche extérieurs à la société sont garantis par des contrats de partenariat souvent pluriannuels.

Des demandes de brevets ont également été déposées notamment auprès de l'Office Européen de brevets et dans certains pays comme le Japon ou les Etats-Unis.

S'agissant des demandes de brevets, des actions d'opposition en contestation pourraient être engagées. Même si la société AES Chemunex est très vigilante sur le dépôt de brevets,

aucune garantie n'existe que le droit de brevet prémunisse efficacement la société contre un détournement de technologie.

### 3° - Adaptation aux contraintes normatives

La société est certifiée ISO 9001 v2008. Les produits sont soumis aux réglementations de chaque pays, notamment pour les milieux de culture. Les normes Afnor auxquelles répondent les produits pour leur commercialisation en France, relativement bien acceptées en Europe, permettent de faciliter ou d'accélérer l'implantation de ces produits en Europe. Des investissements complémentaires en matière de validation et normalisation sont souvent nécessaires en vue d'une introduction des produits sur d'autres territoires, comme les Etats-Unis ou le Canada.

Il convient également de préciser que la compétitivité de la société AES CHEMUNEX dépend dans une large mesure de son aptitude à perfectionner les technologies existantes. C'est pour cela que la société attache une particulière importance au département recherche et développement afin d'une part de perfectionner les technologies et d'autre part de lancer de nouveaux produits.

### 4° - Risques clients/fournisseurs

La société cherche à diversifier son risque client par le nombre important de clients en portefeuille. Ainsi aucun client ne dépasse 5 % du chiffre d'affaires total.

Concernant la politique fournisseurs liée à l'activité de fabrication d'automates et de production de milieux de culture, la diversification des fournisseurs est constamment recherchée afin de limiter au maximum la dépendance vis-à-vis d'un ou de plusieurs fournisseurs.

### 5° - Risques industriels

La société est certifiée ISO 9001 v2008 et s'attache à une démarche Qualité de haut niveau. Cette démarche est appuyée constamment par la Direction Générale.

Les productions et fabrications sur le site industriel de Combourg ne sont pas de nature, ni par l'utilisation des matières premières en question, ni par les process industriels exploités, à porter une atteinte significative à l'environnement, dans ses rejets ou en cas de sinistre majeur.

### 6° - Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société

Conformément aux dispositions des articles L. 225-100 et L. 225-100-2 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les éléments intervenus au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011 concernant l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires.

Les disponibilités de la société augmentent de +6.258 K€ compte tenu notamment :

- d'une capacité d'autofinancement de 12.415 K€ ;
- de subventions d'investissements reçues dans le cadre de projets de R&D pour un montant de 1.064 K€

- de la variation nette positive du compte courant vis-à-vis de la société holding AES Laboratoire Groupe pour 360 K€
- de la variation défavorable du BFR de 227 K€ ;
- des investissements nets réalisés sur la période considérée pour 4.547 K€ ;
- de la mise en paiement du dividende décidé l'année passée pour 2 300 K€
- des remboursements d'emprunts (nets de nouveaux emprunts pour 125 K€) auprès des établissements de crédits pour 507 K€.

Concernant la gestion des risques financiers, il est précisé que les activités opérationnelles et financières de la société l'exposent aux risques suivants :

- Risque de marché : la diversité du portefeuille clients et des secteurs d'activité de notre société conduit à nous prémunir contre tout risque de baisse brutale de prix de marché pouvant avoir une incidence globale sur notre société
- Risque de liquidité : la gestion du risque de liquidité est assurée par le suivi de la trésorerie et la maîtrise de l'endettement.
- Risque de taux d'intérêt : ce risque est largement limité par le niveau faible actuel d'endettement financier de notre société.

#### Utilisation des instruments financiers

Il convient de préciser que la société AES CHEMUNEX n'est exposée à aucun engagement mettant en œuvre des instruments financiers complexes et qu'aucune couverture n'a été souscrite.

## II - MENTIONS PARTICULIERES

### 1° – Charges somptuaires

Conformément aux dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts, il convient de préciser qu'une somme de 17.412 euros a été comptabilisée. Cette somme correspond à la fraction des amortissements fiscalement non déductibles sur véhicules de tourisme.

### 2° - Options de souscriptions

Conformément à l'article L 225-184 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été consentie ou levée au cours de l'exercice écoulé.

### 3° - Possession de participations significatives dans le capital social :

	% en capital	% en droit de vote
+ 1/20		
+ 1/10		
+ 3/20		
+ 1/5		
+ 1/4		
+ 1/3		
+ 1/2		
+ 2/3		
+ 19/20	AES LABORATOIRE GROUPE	AES LABORATOIRE GROUPE

HR 7



Aucun actionnaire autre que AES Laboratoire Groupe ne nous a notifié une possession de participations significatives selon les termes de l'article L 233-7 du Code de commerce. En tant qu'actionnaire majoritaire, AES Laboratoire Groupe n'a procédé à aucun mouvement de titres d'un exercice sur l'autre.

### **III – PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS**

#### **1- COMPTES DE L'EXERCICE**

Les comptes annuels qui vous sont présentés ont été arrêtés par le conseil. Ils vous sont présentés sous la forme de bilan et compte de résultat, complétés de leur annexe. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement de méthode n'a été recensé au cours de cet exercice.

Il est précisé que le fonds de commerce est constitué du mali de fusion pour un montant de 779.348 euros suite à la fusion des sociétés SLEL et AES LABORATOIRE et d'un mali de fusion de 68.224 euros suite à la fusion des sociétés SFRI et AES LABORATOIRE. Le mali de fusion SFRI a été intégralement déprécié.

#### *Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### *Intégration fiscale*

A partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> avril 2004, la société AES CHEMUNEX est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS SKIVA, 9 avenue Matignon à PARIS 8<sup>ème</sup>.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

- charges de l'exercice : 3.809.858 euros.

### **RESPECT DE LA LOI LME (PAIEMENTS FOURNISSEURS) :**

Le tableau ci-dessous montre l'échéancier de règlement de nos positions fournisseurs à la date du 31 mars 2011 :

MR8

	0-30 jours	30-60 jours	60 à 90 jours	Total
Externes	5 569 301 €	3.606.339 €	677.745 €	9 853 385 €
Intercos	228 582 €	822 375 €	1 104 963 €	2 155 920 €
	5 797 883 €	4.428.714 €	1.782.708 €	12 009 305 €

Il convient de mentionner que 93% de l'en-cours fournisseurs au 31 mars 2011 (hors dettes fournisseurs « Groupe ») est payé selon les dispositions de la loi (60 jours nets de facture).

L'apurement des dettes « Groupe » rentre dans le cadre d'une gestion de trésorerie interne aux sociétés appartenant au Groupe AES Laboratoire (en vertu de conventions de trésorerie contractées par lesdites sociétés).

Pour mémoire, la situation relative à l'en-cours fournisseurs au 31 mars 2010 se présentait de la manière suivante :

	0-30 jours	30-60 jours	60 à 90 jours	Total
Externes	5 309 396 €	3 786 764 €	166 362 €	9 262 522 €
Intercos	602 288 €	395 779 €	2 794 399 €	3 792 466 €
	5 911 684 €	4 182 543 €	2 960 761 €	13 054 988 €

## 2 – AFFECTATION DU RESULTAT.

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de 8.442.134 euros, auquel s'ajoute le montant du poste « report à nouveau » à savoir la somme de 325 euros, soit la somme totale de 8.442.459 euros, de la façon suivante :

BENEFICE	8.442.134 euros
Solde du poste « report à nouveau »	325 euros
	<hr/>
TOTAL A AFFECTER	8.442.459 euros

### Affectation :

- la somme de	8.440.000,00 euros
Au poste « autres réserves »	
- le solde, soit la somme de	2.459,00 euros
au poste « report à nouveau ».	<hr/>
Total affecté	8.442.459,00 euros

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèveraient à 45.390.276 euros.

## 3 – MONTANT DES DIVIDENDES ET ABATTEMENT

Nous vous rappelons que pour les trois exercices précédents, les dividendes mis en distribution et l'abattement correspondant ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividende global	Dividende par action	Abattement	Revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% (hors Bourse, sauf nominatif administré)	Revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% (hors Bourse, sauf nominatif administré)
31.03.10	2.300.061,97 €	0,005355 €	0,002142 €	3.117,7875 €	2.288.706,325 €
31.03.09	2.300.061,97 €	0,005355 €	0,002142 €	3.117,7875 €	2.288.706,325 €
31.03.08	2.300.061,97 €	0,005355 €	0,002142 €	3.117,7875 €	2.288.706,325 €

#### **IV – ANNEXES AU RAPPORT**

Sont annexés au présent rapport :

- conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967 codifié à l'article R 225-102 alinéa 2 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices ;
- conformément aux dispositions de l'article L.225-37 et L 225-68 du Code de commerce, le rapport du Président du Conseil d'administration sur les travaux du conseil, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société ;
- conformément aux dispositions de l'article L.225-100 alinéa 7 du Code de commerce, les informations relatives aux délégations de compétence et de pouvoir, en cours de validité, accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, ainsi que sur l'usage fait au cours de l'exercice des délégations visées ci-avant.

#### **V – CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Vos commissaires aux comptes vous informeront, le cas échéant, dans leur rapport d'éventuelles conventions entrant dans le champ d'application de l'article L 225-38 du Code de Commerce.

#### **VI – FILIALES ET PARTICIPATIONS**

La société ne détient aucune filiale ou participation.

#### **VII – JETONS DE PRESENCE**

Aucun jeton de présence n'a été attribué au cours de l'exercice.

## **VIII - ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

### **Mandat des administrateurs :**

Les mandats des administrateurs se poursuivent normalement et aucun d'entre eux ne vient à expiration à l'issue de la prochaine assemblée générale.

Nous vous rappelons que le mandat d'administrateur de Monsieur Alain LE ROCH a été renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 septembre 2010 pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Monsieur Hervé CLAQUIN et Monsieur David MIZRAHI ont été nommés en qualité d'administrateurs pour une période de trois années conformément à l'article 17 des statuts, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2013, par assemblée générale du 15 novembre 2010, en remplacement de Monsieur Thierry LEJAY et de Monsieur Frédéric SIMON, démissionnaires.

### **Liste des mandats et fonctions**

Conformément aux dispositions de l'article L 225-120-1 du Code de Commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toute société par chacun des mandataires sociaux en fonction pendant tout ou partie de l'exercice :

<b>Mandataire social</b>	<b>Fonction exercée</b>	<b>Société</b>
<b>- M. Alain LE ROCH</b>	Président Directeur Général Administrateur	AES CHEMUNEX
	Président Directeur Général Administrateur	AES LABORATOIRE GROUPE
	Président du conseil d'administration	AES LABORATOIRE ITALIA SRL
	Représentant permanent de AES Laboratoire Groupe	ADIAGENE SA
	Gérant	SCT2A
	Gérant	T2MA SCI
	Gérant	SCI LES MEJEANS
	Gérant	ROBUSTA SARL
	Président et Administrateur	AES CHEMUNEX CANADA Inc
	Président et Administrateur	AES CHEMUNEX INC (USA)



M. Hervé CLAQUIN	Administrateur	AES LABORATOIRE GROUPE
	Administrateur	AES CHEMUNEX
	Membre et Président du Comité stratégique	SKIVA SAS
	Administrateur	AES CHEMUNEX LABORATOIRE ITALIA SRL
	Membre du comité de surveillance	SAS FINDIS HOLDING
	Président	SAS ABENEX CAPITAL
	Président du Comité stratégique	SAS DOLSKI
	Membre du Conseil de surveillance	SA à Directoire et CS ONDULINE
	Membre du Comité de direction et Président	SAS FINANCIERE OFIC
	Membre du Conseil de surveillance	DUTCH BV NEXTIRAONE GROUPE BV
	Membre du Conseil d'administration	SAS SOCIETE D'INVESTISSEMENT S3
	Représentant de S3, membre du Conseil de surveillance	SA A DIRECTOIRE ET CS STE D'INVESTISSEMENT SALINIERS (SIS)
	Administrateur	SICAV – NOBC EUROPE EXPANSION
	Directeur général	SAS CVM INVESTISSEMENT
	Gérant	SARL STEFREBA
	Membre of the Board	ASSOCIATION IPEV
Membre du CA	SA OENEO	
Membre du CS	SA à directoire et CS RUBIS	
M. David MIZRAHI	Administrateur	AES LABORATOIRE GROUPE
	Administrateur	AES CHEMUNEX
	Administrateur	ADIAGENE
	Membre du Comité stratégique	SKIVA SAS
	Administrateur	AES CHEMUNEX LABORATOIRE ITALIA SRL
	Administrateur	AES CHEMUNEX CANADA
	Administrateur	AES CHEMUNEX ESPANA

	Administrateur	AES CHEMUNEX INC.
	Représentant ABENEX CAPITAL, membre du CS	SAS ROSSINI HOLDING
	Représentant ABENEX CAPITAL membre du CS	SA à directoire et CS BUFFALO GRILL
M. Patrice VERRIER	Membre du comité stratégique	SKIVA SAS
	Administrateur	AES CHEMUNEX SA
	Administrateur	AES CHEMUNEX INC.
	Directeur général	SAS ABENEX CAPITAL
	Membre du CS	SA à directoire et CS REPOSE INVEST
	Membre du CS	SAS FINANCIERE PM
	Membre du CS	SAS DOUCET
	Membre du CS	SA à directoire et CS ONDULINE
	Membre du CA	SAS FINANCIERE OFIC
	Membre du CS	SAS GROUPE RETIF DEVELOPPEMENT
	Président	SAS CVM INVESTISSEMENT
	Gérant	SARL CPV PLUS
	Director, member of the management board	DUTCH BV AF HOLDING B.V.
	Membre du CS	SAS ROSSINI HOLDING
	Membre du Comité de recommandation	SAS RESTINVEST
	Membre du comité stratégique et Président	SAS ZINVEST

#### Mandat du Président

Monsieur Alain LE ROCH a été nommé Président du Conseil d'administration et directeur général suite à un Conseil en date du 29 septembre 2010 pour la durée de son mandat de membre du conseil d'administration.

#### Mandat des Commissaires aux comptes :

Le mandat de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES, Commissaire aux comptes titulaire et de Monsieur DAVY, Commissaire aux comptes suppléant viennent à expiration lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2011,

Nous vous rappelons en effet :

- que la société PRICEWATERHOUSECOOPERS ENTREPRISES a été nommée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire et Monsieur Bertrand DAVY, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant par assemblée générale du 30 août 2005 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en l'an 2011 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2011.

Les mandats de la société 2 & 2 AUDIT et de la société COMEXPERT se poursuivent normalement.

Nous vous rappelons en effet :

- que la société 2 & 2 AUDIT, représentée par Monsieur Jean-Christophe ROBIN, a été nommée co-commissaire aux comptes titulaire et la société COMEXPERT, représentée par Monsieur Jean ALLIMANT, co-commissaire aux comptes suppléant, par assemblée générale du 29 septembre 2009 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en l'an 2015 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015.

#### Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte en annexe de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social.

### **IX – PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous précisons qu'au 31 mars 2011 aucun salarié ne détenait d'actions de la société au titre d'un dispositif de gestion collective.

### **X – INFORMATIONS SOCIALES**

A la date du 31 mars 2011, AES Chemunex présentait un effectif total de 311 personnes réparti comme suit :

- Combourg : 182 salariés
- Ker Lann : 89 salariés
- Ivry sur Seine : 40 salariés

Les embauches au cours de l'exercice 2010/2011 ont été :

26 CDI (incluant des transferts d'autres sociétés du groupe)  
106 CDD

Celles-ci ont été faites sans difficulté notable de recrutement.



Au cours de l'exercice 2010/2011, les départs ont eu pour origine :

Licenciements : 3  
Fin de CDD : 92  
Démission : 8  
Retraite : 0  
Fin de période d'essai: 10  
Décès : 0  
Rupture de CDD : 0  
Rupture conventionnelle : 4  
Mutation : 0

La société peut faire appel temporairement à une main d'œuvre extérieure : intérimaires et stagiaires.

La durée de travail pour les salariés à temps plein est de :

- Pour les établissements de Combourg et Ker Lann : 35 heures hebdomadaires et convention de forfait (218 jours) pour les cadres et itinérants ;
- Pour l'établissement d'Ivry : 38 heures hebdomadaires. Une récupération de temps de travail de 5 jours est accordée afin de respecter les dispositions de la loi sur les 35 heures.

La société emploie des salariés à temps partiel : 3 personnes à 50% et 7 personnes à 80%

L'absentéisme est lié à des arrêts maladie, congés de maternité et congé parental d'éducation.

- Les rémunérations respectent les barèmes appliqués dans le secteur de la Métallurgie,

- Concernant l'égalité professionnelle homme – femmes :

- la rémunération est identique pour une responsabilité / fonction identique,
- la répartition hommes/femmes s'établit à 152 hommes et 159 femmes au 31 mars 2011

- Les relations professionnelles sont bonnes. Un accord collectif sur l'aménagement pluri-hebdomadaire du temps de travail a été signé le 23 mars 2011.

Les conditions d'hygiène et sécurité sont respectées selon les normes applicables. Les dépenses de formation de la société se sont élevées à 1,6% de la masse salariale. La société emploie 7 salariés reconnus par la COTOREP. La société a payé à l'AGEFIPH un montant de 32 472 euros au titre de l'année civile 2010.

## **XI – INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Les produits fabriqués et commercialisés par la société demandent une consommation modérée de ressources en eau, matières premières et énergie qui ne justifie pas de mesures spécifiques pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

Hormis le traitement de certains déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés qui sont traités directement par une société spécialisée pour ce type de déchets, aucune autre mesure n'est nécessitée pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées. L'activité de l'entreprise ne





nécessite aucune démarche d'évaluation ou de certification en matière d'environnement, ni l'existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement.

Compte tenu du processus de cession engagé des titres de la société mère, la société SKIVA, la date de l'assemblée générale mixte n'est pas à ce jour définie. Il vous est donc proposé de définir la date de cette assemblée générale et le texte des résolutions y afférent à un prochain Conseil d'administration dont la tenue est prévue le jour de la cession de contrôle.

Le Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.